

Infrastructures, transports et mer

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE,
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE,
DES TRANSPORTS ET DU LOGEMENT

Direction générale des infrastructures,
des transports et de la mer

Régie autonome des transports parisiens

Décision n° BUS 2012-08 du 24 février 2012 portant délégation de pouvoirs du directeur du département BUS chef de l'établissement BUS, au directeur de l'unité opérationnelle du centre BUS de Croix-Nivert

NOR : TRAT1220610S

(Texte non paru au *Journal officiel*)

Le directeur du département BUS, chef de l'établissement BUS,
Vu le décret n° 59-157 du 7 janvier 1959 relatif à l'organisation des transports de voyageurs dans la région parisienne ;
Vu le décret n° 59-1091 du 23 septembre 1959 portant statut de la RATP ;
Vu le décret n° 89-410 du 20 juin 1989 relatif à l'organisation de la RATP ;
Vu la délégation de pouvoirs consentie le 1^{er} juin 2010 au directeur du département BUS, par le président-directeur général de la RATP,

Décide :

Article 1^{er}

De donner délégation au directeur de l'unité opérationnelle du centre BUS de Croix-Nivert à l'effet d'exercer les pouvoirs suivants, pour les besoins de l'activité de ladite unité :

1. Application du droit du travail et gestion des ressources humaines.
 - 1.1. Définir et mettre en œuvre, dans son unité, l'organisation du travail.
 - 1.2. Mettre en œuvre, dans son unité, la législation et la réglementation du travail, les règlements internes de la RATP, les accords signés au niveau central de l'entreprise et de l'établissement BUS et veiller à leur stricte et constante application.

Le délégataire devra tout particulièrement appliquer les dispositions relatives aux conditions de travail du personnel, à la prévention des accidents du travail, à l'hygiène et à la sécurité des agents, au droit syndical et au fonctionnement des institutions représentatives du personnel.
 - 1.3. Mener le dialogue social et conclure des accords collectifs dans son unité en application des dispositions légales, réglementaires et conventionnelles en vigueur.
 - 1.4. Déterminer les horaires de travail des agents de son unité dans le cadre de la législation et des réglementations applicables.
 - 1.5. Prononcer les mesures disciplinaires du premier degré à l'encontre des agents de son unité et proposer celles du second degré au directeur de département.
 - 1.6. Recruter, pour son unité, les opérateurs et les membres de l'encadrement.
 - 1.7. Commissionner les agents stagiaires, à l'exception des cadres.
 - 1.8. Rompre le contrat de travail des agents stagiaires et du personnel non statutaire, à l'exception des agents de maîtrise et des cadres. Dans le cas des machinistes receveurs, ce pouvoir vaut pour les agents affectés au sein de l'unité au terme de leur formation initiale.
 - 1.9. Préparer et exécuter le plan de formation du personnel et mettre en œuvre, le cas échéant, pour son unité, le droit au congé individuel de formation.
 - 1.10. Donner un avis sur l'inscription des agents de son unité aux actions de mobilité et de promotion interne.

- 1.11. Décider de l'avancement des opérateurs et établir les propositions d'avancement pour les agents de maîtrise et les cadres de son unité.
2. Sécurité des voyageurs, des agents et des tiers.
Prendre toutes mesures susceptibles d'éviter que des dommages soient causés aux voyageurs, aux agents et aux tiers, quels qu'ils soient, du fait des activités de la RATP.
3. Autres dispositions.
 - 3.1. Prendre, lorsqu'elles relèvent des attributions de son unité, toutes mesures nécessaires pour assurer le respect des obligations de toute nature que la loi et les règlements mettent à la charge de la RATP.
 - 3.2. Exercer – pour les établissements physiques affectés exclusivement ou à titre principal à l'activité de son unité et dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur – les fonctions de responsable de site, à moins que ces fonctions n'aient été expressément et spécialement déléguées à une autre personne.
 - 3.3. Prendre les décisions qui permettent le maintien en état du patrimoine et la qualité de service au quotidien.

Article 2

Le délégataire assumera toutes les responsabilités, notamment pénales, que la loi ou les règlements mettent à la charge du chef d'entreprise, ces responsabilités étant expressément déléguées en même temps que les pouvoirs correspondants.

Article 3

Dans le cadre des pouvoirs qui lui sont conférés par la présente délégation, le délégataire, après en avoir préalablement informé les délégués, pourra déléguer sa signature.

Article 4

La présente décision annule et remplace la délégation du 1^{er} juin 2005

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement.

Fait le 24 février 2012.

*Le directeur du département BUS,
chef de l'établissement BUS,*

P. LOVISA